

Au Journal officiel du 12 au 18 décembre 2015

Au Journal officiel du 12 au 18 décembre 2015

21/12/2015

Au Journal officiel du 12 au 18 décembre 2015

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 12 décembre 2015 :

- Décret n° 2015-1633 du 10 décembre 2015 portant **publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale**, signé à Paris le 17 novembre 2008. - *Abrogation de l'accord du 3 octobre 1977 publié par le décret n° 78-902 du 25 août 1978 ;*

- Décret n° 2015-1637 du 10 décembre 2015 relatif au **périmètre d'application des critères d'ordre des licenciements pour les entreprises soumises à l'obligation d'établir un plan de sauvegarde de l'emploi**. - *Modification du Code du travail ;*

- Décret n° 2015-1638 du 10 décembre 2015 relatif à la **procédure de reclassement interne hors du territoire national en cas de licenciements pour motif économique**. - *Modification du Code du travail ;*

- Décret n° 2015-1639 du 11 décembre 2015 relatif à la **désignation des services autres que les services spécialisés de renseignement, autorisés à recourir aux techniques mentionnées au titre V du livre VIII du Code de la sécurité intérieure**, pris en application de l'article L. 811-4 du Code de la sécurité intérieure . - *Modification du Code de la sécurité intérieure ;*

- Arrêté du 26 novembre 2015 portant **création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la constitution d'un référentiel des navires professionnels dénommé « NAVPRO »**.

Au JO du 13 décembre 2015 :

- Décret n° 2015-1646 du 11 décembre 2015 relatif à la **rémunération des réseaux collecteurs du livret A et du livret de développement durable**. - *Modification du décret n° 2011-275 du 16 mars 2011. -Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2016 (cf. art. 3) ;*

- Décret n° 2015-1651 du 11 décembre 2015 relatif à la **composition du conseil d'administration de l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle**. - *Modification du décret n° 2005-1555 du 13 décembre 2005 ;*

- Décret n° 2015-1652 du 11 décembre 2015 modifiant les dispositions relatives aux plans particuliers d'intervention prises en application de l'article L. 741-6 du Code de la sécurité intérieure . - *Modification du Code de la sécurité intérieure ;*

- Décret n° 2015-1654 du 11 décembre 2015 modifiant le décret n° 2009-1621 du 23 décembre 2009 fixant le cahier des charges prévu au g de l'article L. 313-3 du Code de la construction et de l'habitation au titre de la

garantie universelle des risques locatifs. - *Modification du décret n° 2009-1621 du 23 décembre 2009 ;*

- Décret n° 2015-1666 du 11 décembre 2015 portant application de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités de Guyane et de Martinique et modifiant la partie réglementaire (R) du Code général des collectivités territoriales. - *Modification du Code général des collectivités territoriales. - Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur (cf. art. 3) ;*

- Arrêté du 11 décembre 2015 relatif à la **rémunération des établissements de crédit versée en application de l'article R. 221-64 du Code monétaire et financier.** - *Abrogation de l'arrêté du 18 juin 2012. - Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2016 (cf. art. 3).*

Au JO du 16 décembre 2015 :

- Décret n° 2015-1669 du 14 décembre 2015 relatif aux **conditions dans lesquelles le bénéficiaire d'un contrat d'assurance sur la vie peut opter irrévocablement pour la remise de titres, parts ou actions.** - *Modification du Code des assurances et du décret n° 2008-1484 du 22 décembre 2008 ;*

- Décret n° 2015-1670 du 14 décembre 2015 portant dispositions relatives aux mandats confiés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics en application des articles L. 1611-7 et L. 1611-7-1 du Code général des collectivités territoriales. - *Modification du Code général des collectivités territoriales ;*

- Décret n° 2015-1671 du 14 décembre 2015 relatif aux **seuils de chiffres d'affaires fixés pour l'information préalable de l'Autorité de la concurrence en matière d'accords d'achats groupés.** - *Modification du Code de commerce. - Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2016 (cf. art. 3) ;*

- Arrêté du 7 décembre 2015 **modifiant l'arrêté du 16 mars 2012 relatif aux directions spécialisées de contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques.** - *Modification de l'arrêté du 16 mars 2012 ;*

Au JO du 17 décembre 2015 :

- Décret n° 2015-1677 du 15 décembre 2015 relatif aux **échanges d'informations entre les autorités judiciaires françaises et celles des États membres et au suivi des condamnations transférées à la France pour un autre État membre.** - *Modification du Code de procédure pénale ;*

- Décret n° 2015-1681 du 15 décembre 2015 relatif à **l'information des occupants des immeubles en copropriété des décisions prises par l'assemblée générale ;**

- Arrêté du 10 novembre 2015 **modifiant l'arrêté du 13 mai 2013 portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de transfert des données à caractère personnel relatives à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et à la taxe sur les surfaces commerciales aux collectivités locales.** - *Modification de l'arrêté du 13 mai 2013 ;*

- Arrêté du 10 novembre 2015 portant **création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé d'appariement de données à caractère personnel relatives aux personnes redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune ;**

- Arrêté du 8 décembre 2015 relatif au **montant des plafonds de certaines prestations familiales et aux tranches du barème applicable au recouvrement des indus et à la saisie des prestations.**

Au JO du 18 décembre 2015 :

- Ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant **simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels.** - *Modification du Code forestier, du Code rural et de la pêche maritime, du Code général des impôts, du Code de la route, du*

Code des transports, du Code général des collectivités territoriales, Code de la santé publique, du Code du travail, du Code du tourisme, du Code du sport, du Code monétaire et financier, du Code de commerce, de la loi n° 49-1652 du 31 décembre 1949, de la loi n° 96-603, 5 juillet 1996. - Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2016 (cf. art. 21) ;

- Ordonnance n° 2015-1686 du 17 décembre 2015 relative aux **systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers et aux dépositaires centraux de titres**. - *Modification du Code monétaire et financier ;*
- Décret n° 2015-1684 du 16 décembre 2015 portant **publication de l'amendement à l'annexe I de la convention internationale contre le dopage dans le sport, adopté à Paris le 6 novembre 2015**. - *Convention du 19 octobre 2005 publiée par le décret n° 2007-503 du 2 avril 2007 ;*
- Décret n° 2015-1687 du 16 décembre 2015 relatif à la **procédure budgétaire des établissements de santé**. - *Modification du Code de la santé publique. - Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2015-1688 du 17 décembre 2015 portant **relèvement du salaire minimum de croissance ;**
- Décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant **diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives**. - *Modification du Code de la santé publique et de plusieurs textes non codifiés. - Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2016 (cf. art. 20) ;*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Avis Conseil d'État, avis n° 393591 du 14 décembre 2015** :C. étrangers, art. R. 511-1.

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA